
Perspectives économiques

2023-2024

Perspectives économiques 2023–2024

Publié par :

Ministère des Finances et du Conseil du Trésor
Province du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/finances

Le mardi 21 mars 2023

Couverture :

Bureau du Conseil exécutif, Communications gouvernementales
(n° 13675)

Traduction :

Bureau de traduction, Service Nouveau-Brunswick

Imprimerie et reliure :

Services d'imprimerie, Service Nouveau-Brunswick

ISBN 978-1-4605-3033-7 (édition bilingue imprimée)

ISBN 978-1-4605-3035-1 (PDF : édition en français)

Imprimé au Nouveau-Brunswick

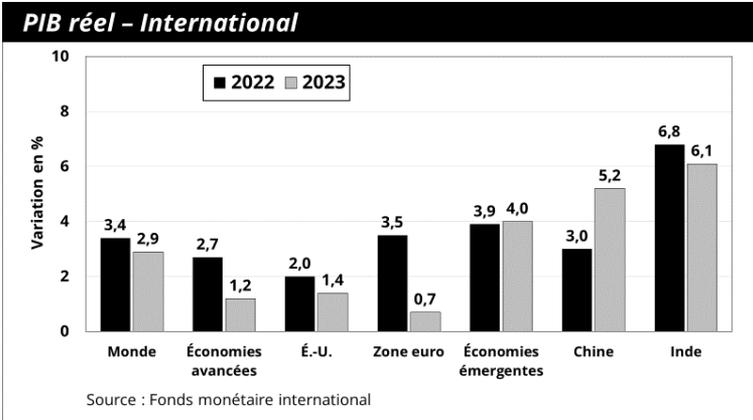
Nota : Sauf indication contraire, le présent document reflète les données disponibles jusqu'au 10 mars 2023 inclusivement.



Pensez à recycler!

Économie mondiale

- Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit un ralentissement de l'économie mondiale, qui passera de 3,4 % en 2022 à 2,9 % en 2023. L'activité continuera d'être influencée par une remontée rapide en 2022 des taux d'intérêt imposée par les banques centrales pour lutter contre l'inflation, et par la guerre en Ukraine, en partie compensée par la réouverture de l'économie chinoise.



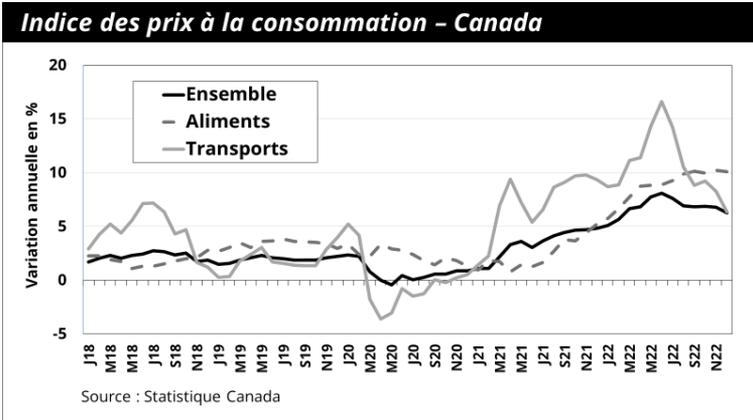
- En 2023, les marchés émergents et les pays en développement devraient croître de 4,0 %, tandis que les économies avancées devraient connaître une croissance de 1,2 %.
- En 2023, la croissance de l'économie de la zone euro devrait ralentir à 0,7 %, contre 3,5 % en 2022. La baisse survient alors que la demande est freinée par l'érosion des revenus des ménages attribuable à l'inflation et par les hausses des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne.
- La croissance des marchés émergents et des pays en développement sera largement tirée par l'Inde et la Chine. En 2023, la croissance de l'Inde, à 6,1 %, devrait être soutenue par la demande intérieure. En 2022, la croissance de la Chine est tombée en dessous du rythme de l'expansion économique mondiale pour la première fois en plus de quarante ans; cependant, elle devrait rebondir à 5,2 % en 2023, avec une croissance plus forte résultant des effets de l'abandon de la politique du zéro-COVID.

- Le FMI prévoit un ralentissement mondial du taux d'inflation en 2023, environ 84 % des pays devant connaître alors une baisse de leur taux d'inflation par rapport à 2022. Cela est attribuable, en partie, à une demande plus faible entraînant une baisse des prix internationaux des produits de base, ainsi qu'au recours à des politiques monétaires plus strictes dans le monde entier.
- La baisse de la croissance mondiale devrait ralentir le rythme du commerce international, qui passerait d'une augmentation de 5,4 % en 2022 à une hausse anticipée de 2,4 %, en 2023.
- La guerre en cours en Ukraine et ses retombées causées par les sanctions internationales connexes contre la Russie divisent l'économie mondiale en blocs. Si cette fragmentation géopolitique devait s'intensifier, des perturbations des mouvements transfrontaliers de capitaux, de travailleurs et de paiements pourraient se répercuter sur la croissance mondiale à court terme.
- Les États-Unis devraient connaître une croissance de 1,4 % en 2023, contre 2,0 % en 2022, dans le contexte des efforts de la Réserve fédérale pour contenir l'inflation. Le marché du travail américain devrait rester tendu, avec une augmentation modeste de l'emploi de 1,5 %, mais les hausses de taux d'intérêt pourraient entraîner un léger accroissement du taux de chômage, de 3,7 % en 2022 à 3,9 % en 2023.
- Les augmentations anticipées des coûts hypothécaires résultant de la hausse des taux d'intérêt devraient avoir une incidence sur les mises en chantier aux États-Unis. Leur nombre devrait donc diminuer pour passer de 1,57 million unités en 2022 à 1,46 million en 2023.

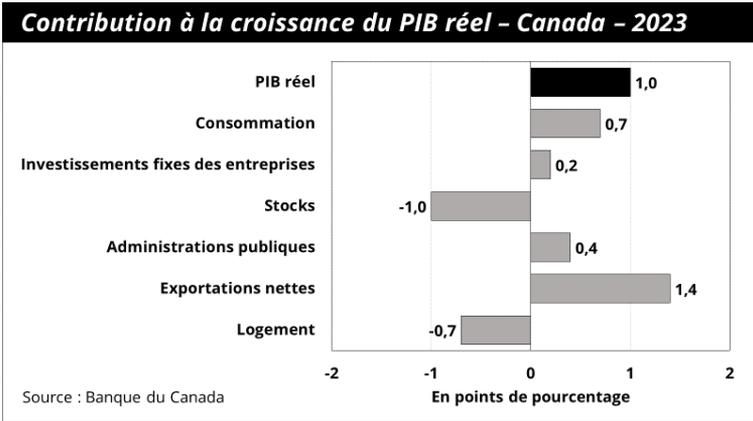
Économie canadienne

- Bien que l'économie canadienne ait commencé à ralentir dans la dernière partie de 2022, elle a tout de même enregistré une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de 3,4 % pour l'année. Cet essoufflement a été en partie causé par une politique monétaire plus stricte, ayant eu une incidence négative sur l'activité du marché du logement et sur les achats de biens durables par les consommateurs au second semestre.

- Le marché du travail au Canada demeure tendu, le taux de chômage s'établissant à 5,0 % en décembre 2022. Le taux de postes vacants est tombé à 4,2 % en décembre, après avoir enregistré le sommet de 6,0 % en avril 2022, mais reste bien au-dessus du niveau pré-pandémie de 3,2 %, déclaré en mars 2020.

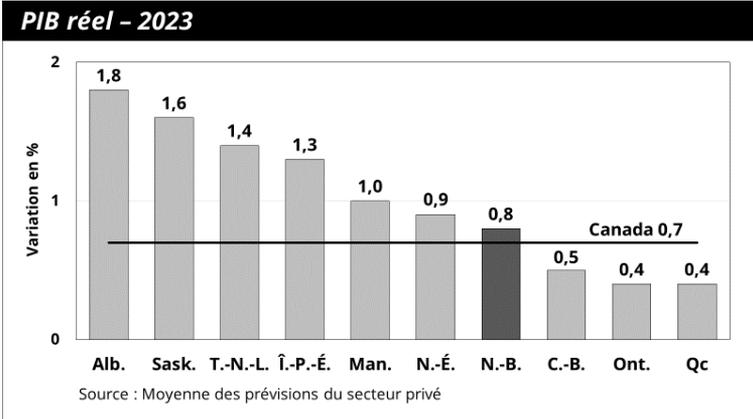


- L'inflation au Canada s'est accélérée en 2022, entraînant une augmentation de l'Indice des prix à la consommation (IPC) de 6,8 % pour l'année. Les principaux contributeurs ont été les prix plus élevés des transports (+10,6 %), des aliments (+8,9 %) et du logement (+6,9 %), qui représentent, ensemble, près des deux tiers du panier de l'IPC.
- La Banque du Canada a considérablement relevé son taux directeur, qui est passé de 0,25 % en février 2022 à 4,50 % en janvier 2023. Bien que les mouvements récents des taux d'intérêt visent à atténuer les pressions inflationnistes, ils devraient également peser sur la croissance économique au cours des deux prochaines années.
- Les augmentations de prix ont entamé un fléchissement au second semestre de l'année, aidé par la baisse des prix de l'essence après un sommet en juin 2022, et par les effets de la hausse des taux d'intérêt en fin d'année. Cependant, malgré ces développements, l'inflation des prix des aliments ne s'est pas estompée.



- La Banque du Canada prévoit un ralentissement de l'économie canadienne pour 2023, avec un taux de croissance du PIB réel estimé à 1,0 %. Cette performance relativement modeste devrait découler d'une diminution de l'activité sur le marché du logement et des stocks, compensée par de faibles augmentations des investissements des entreprises, des dépenses publiques et de la consommation.
- En 2023, la croissance de la consommation devrait s'essouffler et se limiter à 0,7 %. Cela est attribuable à l'augmentation des coûts d'emprunt causée par des taux d'intérêt plus élevés, ce qui entraînera probablement une augmentation des taux hypothécaires. Le pouvoir d'achat réduit par l'inflation se traduira par une baisse des dépenses consacrées aux meubles, aux appareils électroménagers, aux voyages et à l'hébergement, par exemple.
- La croissance de l'investissement des entreprises, touchées par une demande plus faible, des coûts d'emprunt accrus et des perspectives économiques incertaines, devrait ralentir pour atteindre 0,2 %. Malgré un certain assouplissement des contraintes d'approvisionnement au second semestre 2022, les entreprises devraient accumuler des stocks à un rythme plus lent.
- Selon la Banque du Canada, le commerce international sera touché par la baisse de la demande étrangère en 2023. Les importations devraient diminuer de 0,4 %, tandis que la croissance des exportations devrait s'établir à 1,0 %, en raison d'une demande étrangère plus faible. Ces deux tendances devraient s'améliorer plus tard dans l'année, à mesure que la demande étrangère en produits de base et les voyages internationaux commenceront à se redresser.

- Selon le consensus des prévisionnistes du secteur privé, en 2023, l'emploi au Canada devrait augmenter de 0,7 % et le taux de chômage devrait croître de 0,5 point de pourcentage, pour atteindre 5,8 %.



- À l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, toutes les provinces devraient connaître une croissance plus lente en 2023 par rapport à 2022. La croissance devrait être la plus élevée dans les provinces productrices d'énergie, menées par l'Alberta et la Saskatchewan, tandis que la croissance sera la plus faible au Québec et en Ontario.

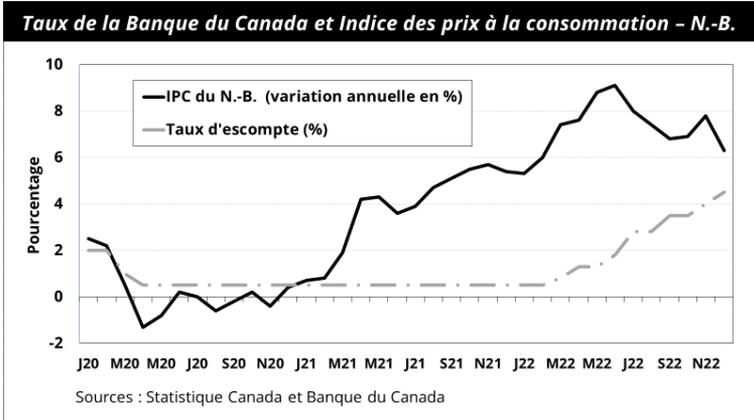
Bilan statistique - Taux de croissance¹		
(au 10 mars 2023)		
	2021 à 2022	
	N.-B.	Canada
Population et travail		
Population totale (1 ^{er} juillet)	2,7	1,8
Population active	0,5	1,5
Emploi	2,8	4,0
Taux de chômage (%)	7,2	5,3
Taux d'activité (%)	60,6	65,4
Salaires et traitements	9,8	9,5
Consommateurs et logement		
Commerce de détail	7,6	8,1
Indice des prix à la consommation	7,3	6,8
Mises en chantier	22,2	-3,4
Entreprises		
Ventes des fabricants	29,1	18,0
Exportations internationales	26,9	24,5
Permis de bâtir	22,4	6,8

¹ Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire.
Source : Statistique Canada.

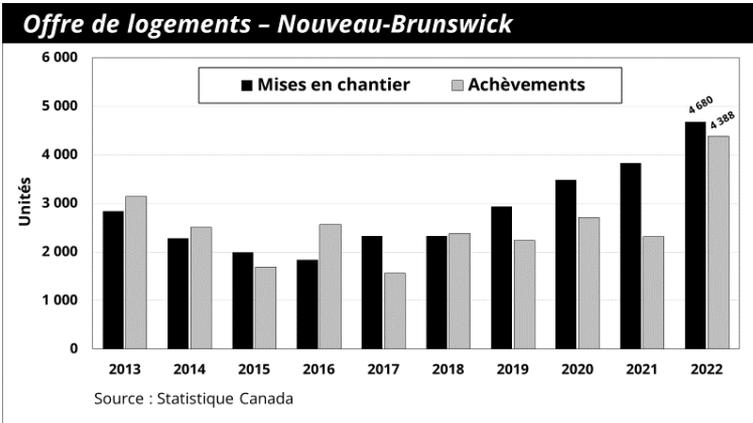
Économie du Nouveau-Brunswick

- Le ministère des Finances et du Conseil du Trésor estime que le PIB réel provincial augmentera de 1,8 % en 2022, ce qui est comparable au dernier consensus des prévisionnistes du secteur privé de 2,0 %.
- La croissance économique du Nouveau-Brunswick en 2022 a été soutenue par des niveaux records de population et d'emploi, ainsi que par de fortes augmentations du revenu, de la consommation des ménages, des exportations, de la fabrication, de l'investissement résidentiel et des ventes au détail. Cependant, la croissance économique a été partiellement limitée par une inflation élevée, des taux d'intérêt en hausse, des pénuries de main-d'œuvre persistantes et une baisse des exportations nettes.
- La population du Nouveau-Brunswick a augmenté pour la septième année consécutive, de 2,7 % pour atteindre 812 061 personnes au 1^{er} juillet 2022, le taux de croissance le plus élevé signalé dans des données comparables. Cette hausse s'explique par des augmentations records de la migration internationale et interprovinciale. Parmi les provinces, le Nouveau-Brunswick a connu le troisième taux de croissance le plus élevé.
- Le nombre d'emplois au Nouveau-Brunswick a augmenté de 2,8 % en 2022, pour atteindre un sommet sans précédent de 373 500, attribué à une augmentation du nombre d'emplois à temps plein (+13 100), le gain le plus important dans des données comparables, ayant compensé une baisse de l'emploi à temps partiel.
- Dans le contexte d'une baisse notable du chômage et d'une augmentation de la population active, le taux de chômage a diminué de 2,0 points de pourcentage pour atteindre 7,2 % en 2022, le taux le plus bas enregistré dans des données comparables.
- Les pénuries de main-d'œuvre ont persisté en 2022, la moyenne cumulative des postes vacants au Nouveau-Brunswick ayant augmenté de 19,8 % pour atteindre 15 730, menés par les secteurs des soins de santé et de l'assistance sociale, des services d'hébergement et de restauration, du commerce de détail et de la construction.
- Les salaires et les traitements ont augmenté de 9,8 % pour atteindre 19,6 milliards de dollars en 2022, le niveau le plus élevé enregistré dans les données disponibles, soutenus par une augmentation de la rémunération hebdomadaire moyenne au Nouveau-Brunswick, ainsi que par des gains d'emploi plus élevés que prévu.

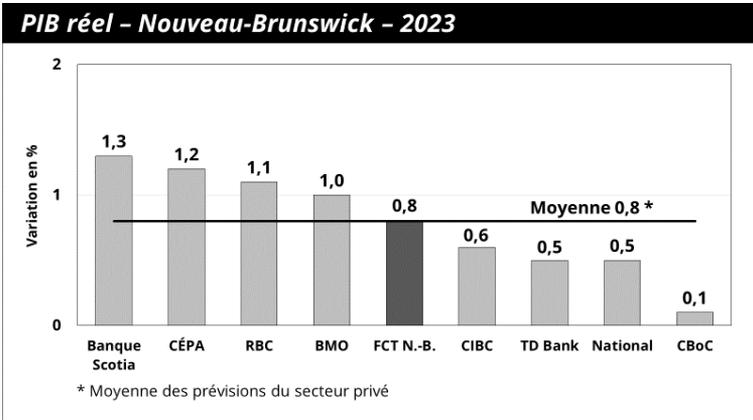
- En 2022, de solides gains dans les dépenses des ménages provinciaux ont été appuyés par une croissance démographique robuste, des augmentations plus fortes que prévu de l'emploi et du revenu, une demande de consommation refoulée et une épargne accumulée.
- Poussées par des prix plus élevés des produits de base et par une forte demande, les exportations de marchandises du Nouveau-Brunswick ont augmenté de 26,9 %, pour atteindre 18,7 milliards de dollars en 2022, le niveau le plus élevé jamais enregistré dans des données comparables et le troisième taux de croissance le plus élevé parmi les provinces. Les importations provinciales ont augmenté à un rythme plus rapide de 36,1 %, abaissant l'excédent commercial du Nouveau-Brunswick de 1,4 milliard de dollars en 2021 à 546,1 millions de dollars en 2022.
- Pour la deuxième année consécutive, les ventes des industries manufacturières au Nouveau-Brunswick ont enregistré une croissance à deux chiffres en 2022, en hausse de 29,1 % pour passer à 26,9 milliards de dollars, le niveau de ventes le plus élevé dans les données disponibles. Les industries des biens non durables ont enregistré une croissance vigoureuse pour l'année (+35,5 %) tandis que les industries de biens durables ont connu une croissance plus modeste (+3,6 %). Cependant, des baisses ont été enregistrées dans la préparation et le conditionnement de poissons et de fruits de mer (-28,6 %) ainsi que dans la fabrication de produits en bois (-6,8 %).
- L'investissement en construction de bâtiments au Nouveau-Brunswick a ralenti au cours de la seconde moitié de 2022, mais est demeuré élevé pour l'année, augmentant de 11,0 % pour atteindre 3,4 milliards de dollars en 2022, le niveau le plus important enregistré dans des données comparables. Cette amélioration est principalement attribuable à la croissance robuste de l'investissement résidentiel (+14,0 %), tandis que l'investissement non résidentiel est demeuré relativement stable (+0,3 %).
- Alors que la Banque du Canada a vigoureusement relevé les taux d'intérêt pour atténuer les pressions inflationnistes, l'IPC d'ensemble au Nouveau-Brunswick est demeuré élevé en 2022, augmentant de 7,3 %, la plus forte hausse annuelle depuis 1982 et le quatrième taux de croissance le plus élevé parmi les provinces. En 2022, des hausses de prix ont été enregistrées pour toutes les principales composantes de l'IPC, menées par les transports (+13,3 %), les aliments (+9,2 %) et le logement (+7,1 %).



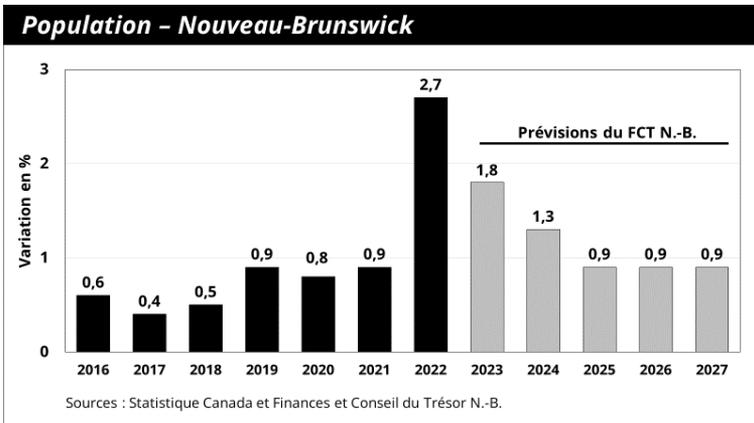
- En 2022, le revenu disponible des ménages a augmenté, soutenu par une croissance robuste des salaires et des traitements. Cependant, les gains ont été partiellement contrebalancés par une baisse des transferts publics nets aux ménages.
- Soutenues par une demande plus forte et des prix plus élevés, les ventes au détail ont augmenté de 7,6 % pour atteindre 16,3 milliards de dollars en 2022. Des ventes plus élevées ont été déclarées dans huit des onze sous-secteurs, menés par les stations-service, les concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles, ainsi que les magasins de marchandises diverses. Si les stations-service sont exclues, les ventes ont augmenté d'un pourcentage plus modeste de 4,8 %.
- En 2022, le marché immobilier du Nouveau-Brunswick s'est refroidi, les hausses des taux d'intérêt de la Banque du Canada ayant augmenté les coûts d'emprunt et découragé les acheteurs potentiels de logements dans la province. Les ventes de logements provinciales ont totalisé 10 517 unités en 2022, en baisse de 20,5 % par rapport à 2021.
- Après avoir atteint un sommet en juin 2022, les prix des logements au Nouveau-Brunswick ont affiché une tendance à la baisse au cours de la seconde moitié de l'année. Cependant, ils n'ont pas baissé de façon aussi importante que dans les autres régions du pays, à cause d'une offre tendue combinée à une forte demande des nouveaux arrivants, ayant entraîné une augmentation de 17,5 % du prix de vente moyen en 2022.



- En 2022, les mises en chantier ont augmenté de 22,2 % pour atteindre 4 680 unités, le niveau le plus élevé depuis 1983, stimulées par des gains dans la construction de logements collectifs et de maisons individuelles. Par ailleurs, le nombre de logements en construction s’est élevé à 5 196 au quatrième trimestre 2022, un nouveau record dans des données comparables.
- Après deux années de croissance économique robuste, le ministère des Finances et du Conseil du Trésor prévoit que la croissance du PIB réel ralentira pour s’établir à 0,8 % en 2023, ce qui est comparable à la moyenne des prévisionnistes du secteur privé de 0,8 %.



- En 2023, la population du Nouveau-Brunswick devrait croître de 1,8 %, principalement en raison d'une forte augmentation du solde migratoire international et, dans une moindre mesure, du solde migratoire interprovincial. L'important afflux international sera soutenu par la Stratégie de croissance démographique et le Programme des candidats du Nouveau-Brunswick, par le Programme d'immigration au Canada atlantique, par le Plan des niveaux d'immigration 2023-2025 du Canada et par l'élimination d'un important arriéré de demandes de visas.



- Après deux années consécutives de forte croissance, l'emploi devrait augmenter de 0,8 % en 2023. Bien que les gains démographiques puissent soutenir les augmentations de l'emploi et de la population active, les risques à la baisse pour le marché du travail du Nouveau-Brunswick en 2023 comprennent un ralentissement économique, une population vieillissante, des pénuries de main-d'œuvre persistantes, de faibles taux de rétention de l'immigration et une modération de la migration interprovinciale nette.
- Les salaires et les traitements devraient s'essouffler en 2023, en raison du fléchissement de la croissance de l'emploi. Toutefois, le ralentissement de la croissance des revenus pourrait être partiellement compensé par des pressions salariales à la hausse continues liées aux pénuries de main-d'œuvre et à l'inflation, ainsi qu'à une augmentation du salaire minimum provincial. En conséquence, le revenu primaire des ménages devrait connaître un croissance plus modeste de 3,8 % en 2023.

- La croissance du revenu disponible des ménages devrait ralentir pour s'établir à 3,1 % en 2023, principalement en raison d'une croissance plus modeste du revenu primaire des ménages, de la hausse des taux de cotisation au Régime de pensions du Canada (RPC) et à l'assurance-emploi (AE), ainsi que des réformes prévues du régime AE.
- Alors que la croissance de l'emploi et des revenus faiblit et que la confiance des consommateurs diminue, la croissance des dépenses de consommation des ménages devrait ralentir pour passer à 3,9 % en 2023. L'inflation et les taux d'intérêt élevés continueront de réduire à la fois le pouvoir d'achat des ménages et l'épargne accumulée pendant la pandémie, ralentissant les dépenses non essentielles des ménages en 2023.
- En 2023, la croissance de l'investissement devrait se limiter à 2,5 %, à cause d'un affaiblissement de la croissance économique, de la hausse des taux d'intérêt, de la détérioration de la confiance des entreprises, ainsi que du ralentissement de l'investissement résidentiel. Bien qu'une augmentation des dépenses en capital du secteur public et une reprise des investissements non résidentiels puissent stimuler les investissements au Nouveau-Brunswick, la croissance continuera d'être restreinte par les contraintes de capacité dans le secteur de la construction, les coûts élevés des matériaux de construction et les pénuries de main-d'œuvre persistantes.
- L'activité de revente de logements au Nouveau-Brunswick devrait ralentir en 2023, dans un contexte de fléchissement de la demande à cause de la hausse des taux d'intérêt, et de l'affaiblissement des conditions de croissance économique et des revenus. Cependant, de solides gains démographiques et une croissance plus lente des prix des logements pourraient compenser en partie la baisse de la demande de logements. Du point de vue de l'offre de logements, les mises en chantier dans la province devraient se maintenir aux niveaux actuels.
- L'inflation au Nouveau-Brunswick devrait s'établir à 3,7 % en 2023, à la baisse, mais toujours au-dessus de la moyenne historique à long terme. Des défis comme les effets persistants des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, l'invasion en cours de l'Ukraine par la Russie, les prix élevés de l'énergie et des aliments, ainsi que les pénuries de main-d'œuvre pourraient continuer à contribuer aux pressions inflationnistes. Bien que les attentes à long terme de la Banque du Canada en matière d'inflation demeurent conformes à la cible de maîtrise de 2 %, des niveaux élevés d'incertitude demeurent.

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick						
Taux de croissance ¹ de 2020 à 2027						
	2020	2021	2022	2023	2024	2025–2027
Comptes économiques *						
Produit intérieur brut (PIB)	-1,6	13,8	8,7	2,3	4,1	3,7
Dépenses de consommation finale des ménages	-2,6	8,3	8,6	3,9	4,6	4,1
Formation brute de capital fixe	2,3	14,6	8,8	2,5	5,6	4,7
PIB (réel)	-2,7	5,9	1,8	0,8	1,6	1,2
Revenus *						
Revenu primaire des ménages	-0,9	8,7	7,5	3,8	5,6	3,6
Revenu disponible des ménages	6,1	6,7	3,3	3,1	4,9	4,3
Population et travail **						
Population totale (1 ^{er} juillet)	0,8	0,9	2,7	1,8	1,3	0,9
Population active	-0,7	1,9	0,5	0,7	1,0	0,6
Emploi	-3,1	3,1	2,8	0,8	1,3	0,9
Taux de chômage (%)	10,3	9,2	7,2	7,1	6,8	6,6
Taux d'activité (%)	60,8	61,5	60,6	60,0	59,8	59,7
Autre **						
Indice des prix à la consommation	0,2	3,8	7,3	3,7	2,7	2,2
Mises en chantier	18,7	9,9	22,2	0,8	-2,1	0,5
Commerce de détail	1,1	12,6	7,6	3,4	3,8	2,9

¹ Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire.
Sources : Statistique Canada et Finances et Conseil du Trésor N.-B. *2022–2027 **2023–2027.

- L'activité dans le secteur forestier devrait diminuer en 2023, en raison du ralentissement du marché immobilier américain, de la baisse des prix du bois, de la hausse des coûts de production tout au long de la chaîne de valeur et de l'absence de grands projets ou de grandes initiatives à l'horizon. Néanmoins, un dollar canadien plus faible et des droits sur le bois d'œuvre de résineux moins élevés contribueront à atténuer les pressions à la baisse sur le secteur.
- L'industrie touristique du Nouveau-Brunswick devrait ralentir en 2023, la régression de l'économie mondiale se répercutant négativement sur les souhaits de voyages, ainsi que sur les dépenses nationales et internationales en biens et en services non essentiels dans la province. Cependant, grâce à la Stratégie provinciale pour le secteur aérien (2022-2027), il existe un potentiel de croissance pour le secteur, ainsi qu'un nombre plus élevé d'escales de navires de croisière et l'expression d'une demande de voyages d'affaires précédemment refoulée. Le secteur touristique du Nouveau-Brunswick devrait maintenant se rétablir complètement d'ici 2024-2025.

- La croissance des secteurs de la pêche et de l'aquaculture devrait s'affaiblir en 2023, à cause des faibles prix des produits de base, de la réduction des quotas de pêche pour certains produits, des contraintes de capacité de stockage, des niveaux élevés de stocks et de la baisse de la demande du secteur des services de restauration aux États-Unis et au Canada, alors que l'économie ralentit et que l'inflation reste élevée.
- L'activité des industries manufacturières au Nouveau-Brunswick devrait ralentir en 2023. Bien que les prix élevés du pétrole puissent profiter au secteur du raffinage provincial, un ralentissement économique aux États-Unis et le resserrement des politiques monétaires pourraient en limiter la croissance du secteur du raffinage du pétrole. De plus, les déclinés prévus dans les industries de la foresterie et des produits de la mer pourraient peser encore plus sur la croissance du secteur de la fabrication.
- Les exportations du Nouveau-Brunswick devraient également ralentir en 2023, alors que les prix des produits de base fléchissent par rapport aux niveaux élevés de 2022. La demande de produits du Nouveau-Brunswick sera également restreinte par le ralentissement de la croissance économique aux États-Unis et chez les autres principaux partenaires commerciaux provinciaux de la province, l'Ontario et le Québec. Néanmoins, un dollar canadien plus faible soutiendra les exportations internationales du Nouveau-Brunswick.
- Le développement de petits réacteurs modulaires, les travaux de modernisation et d'agrandissement à Port Saint John, le projet de remise à neuf du barrage de Mactaquac, un nouveau centre de recherche fédéral à Moncton et le projet Atlantic Loop représentent un potentiel de croissance à moyen terme.

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick

Indicateurs annuels du Nouveau-Brunswick (au 10 mars 2023)							
Indicateurs					Variation en %		
	2019	2020	2021	2022	2019-20	2020-21	2021-22
Travail							
Population 15 ans et plus ('000)	642,7	646,9	650,8	664,1	0,7	0,6	2,0
Population active ('000)	395,9	393,0	400,3	402,5	-0,7	1,9	0,5
Emploi ('000)	363,6	352,4	363,5	373,5	-3,1	3,1	2,8
À temps plein ('000)	307,7	300,5	307,6	320,7	-2,3	2,4	4,3
À temps partiel ('000)	55,9	51,9	56,0	52,8	-7,2	7,9	-5,7
Secteur de la production de biens ('000)	76,8	73,3	71,3	75,6	-4,6	-2,7	6,0
Secteur des services ('000)	286,8	279,1	292,2	298,0	-2,7	4,7	2,0
Chômage ('000)	32,3	40,6	36,8	29,0	25,7	-9,4	-21,2
Taux d'activité (%)	61,6	60,8	61,5	60,6	...	...	...
Taux d'emploi (%)	56,6	54,5	55,9	56,2	...	...	...
Taux de chômage (%)	8,2	10,3	9,2	7,2	...	...	...
Rémunération hebdomadaire moyenne (\$)	941,57	996,45	1 010,16	1 087,48	5,8	1,4	7,7
Salaires et traitements (M\$)	16 777,6	16 552,1	17 837,6	19 583,4	-1,3	7,8	9,8
Prestataires d'assurance-emploi	40 550	43 120	65 480	43 380	6,3	51,9	-33,8
Consommateurs							
Commerce de détail (M\$)	13 277,9	13 419,8	15 116,6	16 267,9	1,1	12,6	7,6
Ventes de véhicules automobiles neufs (unités)	41 002	34 653	37 817	34 704	-15,5	9,1	-8,2
Ventes de véhicules automobiles neufs (M\$)	1 700,9	1 479,4	1 690,1	1 718,1	-13,0	14,2	1,7
Services de restauration et débits de boissons (M\$)	1 274,9	1 043,1	1 196,6	1 375,2	-18,2	14,7	14,9
Indice des prix à la consommation (2002=100)	136,3	136,6	141,8	152,1	0,2	3,8	7,3
Logement							
Mises en chantier (unités)	2 935	3 483	3 829	4 680	18,7	9,9	22,2
Permis de bâtir résidentiels (M\$)	570,9	767,5	1 022,8	1 208,9	34,4	33,3	18,2
Ventes résidentielles MLS® (unités)	9 504	10 804	13 229	10 517	13,7	22,4	-20,5
Ventes résidentielles MLS® (prix moyen \$)	177 044	195 606	246 467	289 576	10,5	26,0	17,5
Entreprises							
Ventes des fabricants (M\$)	18 412,8	15 174,5	20 864,0	26 933,9	-17,6	37,5	29,1
Exportations internationales (M\$)	13 089,8	10 307,0	14 749,6	18 722,3	-21,3	43,1	26,9
Permis de bâtir non résidentiels (M\$)	594,1	406,1	394,7	526,2	-31,6	-2,8	33,3
Industriel et commercial (M\$)	507,0	252,9	309,9	331,8	-50,1	22,6	7,0
Institutionnel et gouvernemental (M\$)	87,2	153,2	84,8	194,4	75,8	-44,7	129,3
Commerce de gros (M\$)	7 101,3	7 153,9	8 818,9	9 349,6	0,7	23,3	6,0
Recettes monétaires agricoles (M\$)	856,6	868,3	996,9	1 314,1	1,4	14,8	31,8
Démographiques							
Population (1 ^{er} juillet)	777 128	782 996	790 398	812 061	0,8	0,9	2,7
Accroissement naturel (1 ^{er} juillet au 30 juin)	-1 350	-1 284	-1 918	...	...	...	...
Solde de la migration (1 ^{er} juillet au 30 juin)	7 218	8 686	23 581	...	...	...	...
... N'ayant pas lieu de figurer							
MLS® est une marque de commerce enregistrée de l'Association canadienne de l'immeuble							
Sources : Statistique Canada et l'Association canadienne de l'immeuble.							